

LA COOPÉRATION ALGÉRO-AMÉRICAINNE S'ÉLARGIT

Après le gaz de schiste, les OGM

L'Algérie va bénéficier du modèle agricole américain en vue de booster la production et réduire la facture d'importation, notamment dans le domaine des semences de pomme de terre. Au-delà du transfert de savoir-faire, l'utilisation des OGM (organismes génétiquement modifiés), réputée aux Etats-Unis, n'est pas écartée en Algérie.

Cherif Bennaceur – Alger (Le Soir) – «Le gouvernement américain et les sociétés US sont prêts à assister l'Algérie pour le développement de son secteur agricole», déclarait hier à l'hôtel Hilton l'ambassadrice des Etats-Unis en Algérie, Mme Joan A. Polaschik. Intervenant à l'ouverture d'un forum algéro-américain sur l'agriculture, en présence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelkader Kadi, la diplomate américaine a assuré de l'engagement des Etats-Unis à contribuer au processus de développement agricole et agroalimentaire en œuvre en Algérie, à garantir sa sécurité alimentaire. Une contribution, considère-t-on, en termes de transfert du savoir-faire, de l'expertise technique américaine avérée dans le domaine de la production agricole et de l'élevage. Et une contribution déjà concrétisée à la faveur de la signature de six protocoles d'intention de création de joint-ventures algéro-américaines, sous l'égide du Conseil d'affaires algéro-américain (US-Algeria Business Council). Liant les SGP

Proda (productions animales) et SGDA (développement agricole) et des entreprises privées algériennes à des entreprises et instances américaines, ces accords portent essentiellement sur la production laitière et bovine, les cultures fourragères, la fertilisation, l'insémination animale ainsi que le machinisme agricole, formation et la recherche inter-instituts. C'est ce que le président de l'USABC, Ismaël Chikhoune, indiquera en relevant l'opportunité pour l'agriculture algérienne de bénéficier du modèle américain basé notamment sur la culture intensive et ainsi pouvoir stimuler la production et la productivité, couvrir la demande domestique et assurer une certaine autosuffisance, voire à terme booster l'exportation algérienne. Mais aussi la possibilité de développer la production locale de semences de pomme de terre, actuellement importées pour un volume de 100 000 tonnes et une facture de 200 millions de dollars par an, considérera le P-dg de la société GGI Filaha, Abdelmalek Sahraoui. Signataire d'un protoco-



Photo : Df.

L'utilisation des OGM, sujette à controverse au niveau mondial, dans l'agriculture n'est pas à écarter en Algérie.

le d'intention de coopération avec une firme américaine dans le domaine de la production de semences et des cultures fourragères, cet opérateur privé insistera ainsi sur le transfert du savoir-faire, du know-how américain, l'apport des technologies US et l'adaptation des modes de production aux normes américaines. Ceci outre l'opportunité pour l'Algérie de réduire, voire de supprimer la dépendance algérienne vis-à-vis de certains marchés européens. Ce faisant, l'utilisation des OGM (organismes génétiquement modifiés), sujette à

controverse au niveau mondial, dans l'agriculture n'est pas à écarter en Algérie. Une utilisation qui serait bénéfique pour l'Algérie, considérera le manager de GGI Filaha, soucieux d'améliorer la productivité agricole. Et un usage des OGM auquel le ministre de l'Agriculture et du Développement rural ne semble pas réfractaire. Evoquant l'objectif d'une agriculture améliorée et moderne, Abdelkader Kadi estimera ainsi, en marge du forum, que « tout ce qui est transferts sera fait », laissant entendre que la transgénèse sera

autorisée en Algérie. Cela même si le président de la SGP Proda, Kamel Chadi, évoquera davantage l'usage de semences organiques dans le domaine de la fertilisation. En somme, la coopération algéro-américaine semble s'élargir aux OGM, après les hydrocarbures dits conventionnels (pétrole et gaz), les hydrocarbures non-conventionnels dont les gaz de schiste ainsi que les énergies renouvelables, thème justement d'un autre forum prévu aujourd'hui à l'hôtel Hilton sous l'égide de l'USABC.

C. B.

CRÉDIT À LA CONSOMMATION

L'UGCAA demande le report de son application

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) demande le report de l'application du crédit à la consommation, au moins jusqu'à janvier 2016.

Selon l'organisation, les banques ne sont pas encore prêtes pour accompagner cette mesure.

L'UGCAA, aile Hadj-Tahar Boulénouar, estime que le retour, à partir du mois de septembre prochain, à la formule du crédit à la consommation n'est pas «une bonne chose dans l'immédiat». L'organisation demande le report de son application au début de l'année prochaine. Le temps, explique Boulénouar que les banques prennent leurs dispositions et les mesures de sécurité pour pouvoir garantir le remboursement des crédits. «Les banques ne sont pas prêtes pour accompagner le crédit à la consommation, elles ne disposent pas encore de mécanismes de garantie leur permettant de vérifier si le client peut ou non rembourser le crédit. La justice reste le seul recours pour la banque, mais quel intérêt pour la banque de poursuivre un client si elle ne peut pas récupérer son argent», s'interroge Tahar Boulénouar.

L'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens constitue une garantie de remboursement, estime le porte-parole des commerçants. Selon lui, il faut au moins un taux d'intégration de 50% de la production nationale pour l'application du crédit à la consommation. Boulénouar conteste aussi l'application du crédit à la consommation sur les véhicules Symbol. «Ce n'est pas un produit national, elle n'a même pas un taux d'intégration de 40%, ce n'est que de l'encouragement pour les usines de pièces de rechange» a-t-il indiqué. Le gouvernement a déjà déclaré que le retour au crédit à la consommation sera accompagné par l'entrée en service de la centrale des risques, prévu à partir du deuxième semestre de l'année en cours. Cette dernière n'est prévue que pour le mois septembre prochain.

Par ailleurs, l'UGCAA applaudit les dernières mesures annoncées par le gouvernement, concernant la baisse des taxes sur l'activité professionnelle et la baisse d'import sur les bénéfices. Cependant, Tahar Boulénouar prévoit la non-application de l'obligation de l'utilisation des chèques dans les transactions commerciales dépassant les 500 000 dinars. Une mesure annoncée pour le 1^{er} juillet prochain, après qu'elle a été déjà abandonnée en 2011.

S. A.

SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ LIMITÉE (SARL)

Ce que prévoit le nouveau projet

Le projet de loi modifiant le code de commerce, avalisé récemment par un Conseil des ministres, prévoit de nouvelles mesures pour les Sociétés à responsabilité limitée (Sarll).

Voici les motifs d'amendement tels que présentés par les concepteurs de ce texte

1 - Suppression de l'exigence d'un capital minimum pour la création d'une Sarll :

«Elle s'inscrit dans le cadre de l'encouragement de la création des PME. En effet, cette exigence était justifiée par le fait que le capital social constitue un gage exclusif pour les créanciers de la société.»

«Toutefois, cette exigence n'est plus justifiée puisque les apports effectués pour constituer le capital peuvent être librement utilisés et entièrement dépensés ou investis juste après la constitution, et les pertes peuvent atteindre même le capital social. En réalité, la valeur de la société est évaluée à travers sa capacité d'investir et non du montant de son capital social et les associés peuvent recourir à d'autres moyens de financement, notamment les crédits bancaires.»

«Par ailleurs, le montant du capital minimum de la Sarll, fixé par la loi, qui est de 100 000 DA, est insignifiant et ne peut constituer une garantie pour les créanciers.»

2 - La souscription et la libération des apports en numéraire : «L'article 567 du code de commerce exige la souscription en totalité et la libération intégrale des parts sociales, qu'elles représentent des apports en nature ou en numéraire.»

«Dans le souci de simplifier la création des Sarll, le projet prévoit la suppression de l'obligation de la libé-

ration totale des apports en numéraire et de limiter cette obligation aux apports en nature.»

3 - L'extension des apports de la société aux apports en industrie : «Le projet de loi prévoit que l'apport en Sarll peut être en industrie à l'instar de ce qui est consacré dans certains pays. C'est ainsi qu'il prévoit dans l'article 567 bis nouveau que l'évaluation de la valeur de cet apport et la fixation de la part qu'il génère dans les bénéfices, sont fixées dans les statuts de la société et que cet apport n'entre pas dans la composition du capital de la société.»

4 - La protection des associés : «Le texte prévoit une protection particulière des associés, en leur octroyant la possibilité de restituer les apports qu'ils ont déposés auprès du notaire en cas de non-constitution de la société dans un délai de 6 mois à partir de la date de leur dépôt. A défaut de non-aboutissement de la restitution des apports par voie ordinaire, ils peuvent demander au juge du référé l'autorisation de retrait dudit montant.»

5 - L'augmentation du nombre des associés : «Le projet de loi propose d'augmenter le nombre à 50 associés (contre 20 actuellement), et ce, afin d'éviter la transformation de la Sarll en une société par actions et permettre ainsi aux associés de continuer à exercer leur activité en la forme de la Sarll dans le cas où le nombre d'associés venait à connaître une augmentation supérieure au seuil légal existant.»

La Sarll est souvent qualifiée de PME à vocation familiale dont les parts sociales sont librement transmissibles entre ascendants et descendants.

Dès lors, le nombre d'associés peut connaître une augmentation supérieure au seuil maximum d'associés. Leur imposer de transformer leur société en une autre forme de société risque de s'opposer à leur volonté de continuer à exercer leur activité en la forme de Sarll.

(APS)